

stagnation, l'immobilisme actuel n'ont aucun avenir. Nous existons pour être le recours du pays dans le danger ».

De Gaulle décide alors de mettre le RPF en veilleuse et l'annonce lors d'une conférence de presse en novembre 1953 :

« J'ai décidé, dit-il, d'arracher le rassemblement à l'activité du régime. Je trouve fort bon que certains députés et sénateurs fassent valoir par leurs votes ou leurs interventions des idées qu'il faut défendre. Je trouve naturel qu'ils s'organisent pour soutenir leurs propres mandats... Mais ni le rassemblement, ni a fortiori moi-même, ne prenons part aux affaires électorales ».

Le RPF s'éteindra de lui-même lorsque le général ira jouer les ermites à Colombey en 1956. Mais ce retrait officiel de de Gaulle de la vie publique ne signifie pas pour ses amis l'abandon de toute activité politique : ils vont simplement la modeler selon ce qu'exigent les circonstances nouvelles. C'est ainsi que le SO du RPF se transforme en Service d'Action Civique (SAC). Son activité essentielle devient alors souterraine. Aux opérations de coup de poing spectaculaires succèdent l'infiltration, le noyautage de l'appareil d'Etat pour préparer la venue de jours meilleurs. Parallèlement, ses fidèles élus continuent d'intriguer sur les bancs du Parlement, et dans les couloirs des différents ministères, réunis au sein du groupe du « Centre National des Républicains Sociaux ». L'exemple le plus vivant en est celui de Soustelle qui sera le bras droit de de Gaulle jusqu'en 1960 : il continue sans trêve son travail de sape dans les divers gouvernements et met au point simultanément le coup d'Etat militaire d'Alger qui devait ramener l'homme providentiel au pouvoir en mai 1958.

1955 - 1958

Parallèlement au déclin du RPF, le poids du mécontentement de la petite bourgeoisie s'affirme avec l'entreprise de Pierre Poujade, ancien militant des JPF mouvement de jeunesse du PPF de Doriot, conseiller municipal de St Céré sur une liste gaulliste. Il crée officiellement l'Union de Défense des Commerçants et Artisans (UDCA), qui plus tard prendra le nom d'Union et Fraternité Française (UFF), en novembre 1953. Cette entreprise « corporatiste » à l'origine se bâtit sur la base du mécontentement croissant de cette fraction des couches moyennes que l'évolution économique tend à éliminer en la condamnant au recours à la violence. Du fait de la faiblesse institutionnelle et politique de l'Etat bourgeois, l'UDCA-UFF prend rapidement de l'ampleur dans le courant des années 1954-55 et devient par là-même le terrain d'élection de la plupart des éléments fascistes. Cela se concrétise par l'appel lancé par le fasciste notoire, Bardèche, dans la revue « Défense de l'Occident » de